

Eleanor Goroh

Les peuples autochtones de Malaisie représentent autour de 12% des 28,6 millions de Malais. On les appelle collectivement *Orang Asal*.

Les *Orang Asli* sont les peuples autochtones de la Malaisie péninsulaire. Ils comptent 150.000 personnes, représentant seulement 0,6% de la population nationale. Les anthropologues et les fonctionnaires publics considèrent que les *Orang Asli* consistent en trois groupes principaux, contenant quelques sous-groupes distincts : *Negrito* (Semang), *Senoi* et *Malai-aborigène*.

A Sarawak, les peuples autochtones sont appelés de manière collective *Orang Ulu* ou *Dayak* et incluent les Iban, Bidayuh, Kenyah, Kayan, Kedayan, Murut, Punan, Bisayah, Kelabit, Berawan and Penan. Ils forment à peu près 50% de la population de Sarawak, qui est de 2,5 millions habitants.

Les 39 différents groupes ethniques de Sabah sont appelés natifs ou *Anak Negeri*. A présent, ils représentent 47,4% de la population de Sabah, en baisse depuis les 60% estimés en 2000.

A Sarawak et Sabah, des lois introduites par les Britanniques pendant leur domination coloniale reconnaissent les droits fonciers coutumiers, et le droit coutumier des peuples autochtones est toujours en vigueur. Cependant, ceci n'est pas mis en pratique proprement et est souvent ignoré par un gouvernement qui donne priorité à l'extraction de ressources à large échelle et aux plantations des compagnies privées au détriment des droits et intérêts des communautés autochtones.

La Malaisie a signé la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, mais n'a pas encore ratifiée la Convention 169 de l'OIT.

Une enquête nationale sur la terre et les peuples autochtones

Le 10 mai 2011 La Commission des droits humains de Malaisie (SUHAKAM) a lancé une enquête nationale sur les droits fonciers coutumiers des Orang Asli, les peuples autochtones de la péninsule malaise. L'enquête a consisté à des consultations et auditions publiques commencées à Sabah en juin 2011, suivie par la Malaisie péninsulaire en juillet et par le Sarawak de septembre à octobre. D'après SUHAKAM, les résultats de l'enquête nationale seront disponibles en juin 2012.

La politique régionale et fédérale sur les droits fonciers des Orang Asal a été un mélange de solutions de fortune et à court terme qui ont échoué à résoudre les vrais problèmes. Les Orang Asal ont, en conséquence, fait face à des nombreux empiètements et pertes de leurs terres coutumières, qui ont été saisies par les autorités de l'État et transférées aux compagnies d'exploitation du bois et de l'huile de palme, tandis que les Orang Asal ont dû faire face à l'ignominie du fait de se faire arrêter pour avoir pénétré sans autorisation sur une propriété qui était antérieurement leur terre ancestrale. Entre 2005 et 2010, SUHAKAM a reçu plus de 1100 plaintes de violation des Droits Fonciers

Autochtones (DFA). Sabah enregistre le plus grand nombre (834) suivi par Sarawak (229) et la Malaisie péninsulaire (45).¹

Orang Asli : activisme contre assimilation

Depuis la marche historique de protestation des Orang Asli contre l'amendement de la Loi foncière nationale/ National Land Act en avril 2010, les Orang Asli ont continué à protester contre les expropriations et les empiètements de leurs terres coutumières. Le 18 mai 2011, plus de 500 Temiar ont effectué une marche de protestation vers le Bureau départemental et du territoire de Gua Musang. Ils protestaient contre le Projet *Ladang Rakyat* (la ferme du peuple) du gouvernement, qui ne reconnaît pas leurs droits fonciers mais qui, au contraire, transmet ces terres au profit d'autres personnes.²

Environ 300 Orang Seletar de neuf villages différents se sont rassemblés le 15 décembre 2011 à Kota Iskandar (Johor Bahru) afin de déposer un mémorandum au Ministre Chef Johor. Leurs protestations concernaient les projets de développement à grande échelle de Iskandar Malaisie qui ont empiété sur leurs terres coutumières (à l'intérieur des terres et sur la côte) et détruit leurs moyens de subsistance.³

Le 16 novembre 2011, approximativement 100 Orang Asli provenant des 68 villages de Negeri Sembilan ont manifesté devant le bâtiment du Secrétariat d'état à Seremban exigeant des excuses pour ce qu'ils ont pris comme une insulte proférée à leur égard par le *Menteri Besar* (Ministre d'état) Mohamad Hasan⁴. On attribue à Mohamad d'avoir dit que les villages Orang Asli se trouvaient dans des réserves forestières, ce qui signifiait que ceux-ci étaient des squatteurs et n'auraient donc aucun droit sur ces terres. Les remarques de Mohamad étaient aussi contre les droits garantis par la Constitution fédérale – le droit à la vie (art. 5), à l'égalité (art. 8) et à la propriété (art. 13).

Sarawak reçoit l'attention internationale

Sarawak a été pendant longtemps le bastion d'une coalition gouvernementale mais des allégations contre le Premier ministre, Taib Mahmud, et contre sa famille sont la conséquence du mécontentement des tribus autochtones et la société civile en général. La campagne «Stop Timber Corruption» (Stop à la corruption de l'exploitation forestière), lancée début 2011, a réuni assez de pression politique internationale contre la famille Taib visant à arrêter la corruption liée à l'exploitation forestière à Sarawak.

A Londres, des supporters de la campagne «Stop Timber Corruption» se sont rassemblés devant le siège de la compagnie associée avec Taib Mahmud. Les manifestants ont dit que Taib et sa famille sont personnellement responsables pour la destruction d'une grande partie de la forêt tropicale au cours de ses 30 années au pouvoir, que l'exploitation du bois a causé une des pires tragédies environnementales des dernières décennies, et que les tribus autochtones de la région sont, en conséquence, en train de faire face à un ethnocide.

Les militants ont publié également une liste noire de 49 compagnies immobilières associées à Taib Mahmud, et qui représenteraient juste le sommet de l'iceberg d'un empire immobilier de plusieurs milliards de dollars acheté illégalement avec de l'argent provenant de l'exploitation forestière. La nouvelle est parue dans le *London's Evening Standard* du 22 février.⁵

En décembre, le poste de télévision *Global Television* du Canada a transmis un

rapport sur la corruption liée à l'exploitation forestière à Sarawak et sur la compagnie immobilière des Taibs à Ottawa au Canada. La fille de Taib, Jamilah Taib Murray, et son mari canadien Sean Murray, qui sont accusés d'avoir blanchi au Canada les bénéfices de l'exploitation forestière de Sarawak, ont refusé de participer à l'émission télévisée. ⁶

Le viol des femmes Penan continue

Les cas non résolus de viols de femmes et d'enfants Penan à Sarawak rappellent, de manière horrible, les taux croissants de violence contre les femmes autochtones (voir *Le Monde Autochtone* 2011). Le manque de volonté politique de la part du gouvernement de Sarawak à poursuivre en justice les coupables est hautement suspect et injustifié, et le viol des filles et femmes Penan à Baram continue en même temps que la passivité des gouvernements régional et fédéral, ainsi que de la police.

Le 23 mai 2011, une femme Penan a déposé plainte pour viol contre un ouvrier forestier indonésien qu'elle avait rencontré dans son village à Baram. Elle dit que l'homme l'avait violée à plusieurs reprises, après l'avoir obligée de le suivre dans la ville sous prétexte de trouver du travail, et elle a rapporté à la police plusieurs cas de viol similaires d'autres filles Penan de son village.

En réponse à la plainte de viol, le député Dennis Ngau de Telang Usan a admis qu'il y avait eu une augmentation du nombre d'étrangers dans le pays, à cause de l'expansion des plantations d'huile de palme et des activités forestières. Le député a soutenu qu'il aurait un 'dialogue urgent' avec les compagnies qui détiennent les plantations au sujet de cette question.

Il est ironique que le Ministre de l'Intérieur adjoint ait confirmé que le National Registration Department a trouvé beaucoup d'enfants apatrides de mères Penan et de pères indonésiens. Cependant, jusqu'à présent, rien n'a été fait pour protéger les communautés de ces prédateurs sexuels. Les autorités détiennent des statistiques démontrant que les filles et femmes Penan sont réellement les victimes d'ouvriers des exploitations forestières ou des plantations. ⁷

Maudits barrages

La bataille judiciaire, vieille de 12 ans, des peuples autochtones de Sarawak pour que leurs terres ancestrales ne soient pas confisquées pour la construction d'un méga barrage a été perdue devant la Cour fédérale. La lutte, vu comme un essai, a commencé il y a 12 ans lorsque le gouvernement de l'état de Sarawak a réquisitionné de la terre pour la construction du controversé barrage hydroélectrique de Bakun et d'une scierie. Les coûts de construction pour Bakun se sont élevés à 2,6 milliards de dollars, les situant parmi les projets d'infrastructure les plus chers dans l'histoire de la Malaisie. Autour de 15000 personnes ont été relogées de force pour l'implantation du barrage et du réservoir de la taille de Singapour.

Un panel formé de trois juges de l'instance la plus haute de Malaisie, la Cour Fédérale, a décidé, à l'unanimité, que l'expulsion n'a pas violé les droits fondamentaux des peuples tribaux. La plainte avait été déposée par des membres des tribus autochtones des peuples Iban, Dayak, Kayan, Kenyah et Ukit. Un avocat du groupe, Baru Bian, a déclaré que plusieurs peuples tribaux de Sarawak pourraient être relogés de

force au nom du développement. Il est possible que la tendance de déplacer les autochtones de Sarawak perdure. Autour de 200 cas de peuples autochtones s'opposant à l'acquisition par l'Etat de leurs terres sont actuellement portés devant les tribunaux.

La construction des méga barrages à Sabah et à Sarawak continue, malgré les protestations des communautés affectées (voir Le Monde autochtone 2011). A Sarawak, la manière insidieuse par laquelle le gouvernement continue la construction du barrage de Baram a mis en colère les communautés Orang Ulu vivant à proximité. Des rapports dans les journaux et des fuites d'information des supporters du projet parlent d'une région affectée de 38 900 hectares (389 km²), soit la moitié de l'île de Singapour. Au moins 90 % de la surface qui sera inondée par le réservoir du barrage sera terre autochtone. Le relogement de 20 000 personnes, des Kenyah et des Kayan dans leur majorité, qui vivaient traditionnellement dans des *longhouses*, pour faire de l'espace pour le barrage Baram, va certainement mener à la fin des structures sociales traditionnelles, sans mentionner des effets dévastateurs sur l'environnement et des conséquences sévères sur l'écosystème. Des chefs locaux ont été annoncés que le gouvernement a suspendu la construction du barrage, mais il paraît que c'est seulement en attente de la réalisation des études d'impact environnemental et sociétal.

A Sabah, un forum universitaire de la faculté d'agronomie de l'UPM (Université Pertanian de Malaisie) a jeté le doute sur la nécessité du barrage Tambatuon à Kota Belud permettant d'accroître la productivité de la culture du riz en Malaisie. Il reste encore beaucoup de marge de manoeuvre pour augmenter le rendement des champs existants.

Cette évaluation contredit celle du Membre du Parlement de Kota Belud, Abdul Rahman Dahlan, qui fait la promotion du barrage Tambatuon, afin d'irriguer 25 000 hectares de champs « non productifs » à Kota Belud. Ce projet controversé comprend aussi l'inondation du village de Kampung Tambatuon, et de quatre autres villages au moins, et le relogement de 600 personnes. Les habitants de Tambatuon ont participé à des manifestations, soutenant 28 chefs de village qui ont été demissionnés parce qu'ils s'opposaient au projet.

Des fonctionnaires d'état ont sommé les habitants de Tambatuon de ne pas protester prématurément contre le barrage, vu que le projet n'est pas encore approuvé. Abdul Rahman Dahlan soutient qu'un projet de ce type aurait besoin d'une étude d'impact environnemental aussi bien que d'une étude de son impact sur les moyens de subsistance des gens de la région.⁸

Les terres et les forêts de Sabah continuent à être marchandisées

Avec la modification de la Sabah Land Ordinance, le gouvernement est en train de promouvoir, de manière agressive, le « titre communal » comme une stratégie pour résoudre la question des Native Customary Rights (NCR) et pour réduire la pauvreté. La principale préoccupation des peuples autochtones de Sabah est que les « titres communaux » soient octroyés sous la condition que les communautés se mettent d'accord sur le mode de développement des terres et du choix de plantations de monocultures de palmiers à huile ou caoutchouc) en partenariat avec des agences

gouvernementales ou des compagnies privées. De cette manière, la raison d'être des « titres communaux » est manipulée par le gouvernement.

Les expropriations de terrains augmentent à Sabah. Le « titre communal » menace de limiter l'appropriation par les autochtones des terres disponibles dans leurs districts et la question se pose sur la transmission par héritage des terres. Le mécanisme récemment créé des « titres communaux » n'a pas encore résolu un seul cas d'expropriation. Pire encore, tandis que le « titre communal » est justifié sur le fait que moins de terre est disponible pour des personnes autochtones (qui ont l'habitude de posséder de 15 à 50 acres ou plus par personne), les compagnies, au contraire, se sont vus octroyer des milliers d'acres d'un seul coup.

Dans un des cas, une compagnie a reçu l'approbation pour un territoire énorme de 65 000 acres de terre s'étendant de Beluran au districts de Pitas et Kota Marudu dans le nord est de Sabah, menaçant des douzaines de villages locaux avec l'évacuation forcée ou le relogement.⁹

Malgré le fait d'avoir été loué pour une initiative de promotion d'une économie verte, le Département forestier de Sabah ne reconnaît pas les droits à la terre des peuples autochtones, ni leur culture ou leur système coutumier. En aout 2011, des aînés Lobou et des chefs de village à Sook ont déposé une plainte à la station de police de Keningau. Ils ont accusé le Département forestier d'avoir détruit les structures religieuses de la région de Sungai Lobou après la cérémonie de reconnaissance de leur gardien. Gimbun Pandikar, le chamane Lobou, a dit que le Département a insulté la communauté Lobou en dénigrant leurs croyances religieuses.¹⁰

Dans un autre département, des villageois Kampung Sinawangan/Katubu de Mukim Rundum ont déposé une plainte au sujet de la démolition de quatre maisons par le Département forestier. Les quatre maisons, appartenant à des gens du village, ont été démolies par un groupe de 20 personnes du Département forestier à 13heures le 13 janvier parce que ces maisons se trouvaient dans la Réserve forestière de Rundum.

Eleanor Goroh est une Dusun du Sabah. Elle travaille dans le Secrétariat au Sabah de l'ONG Indigenous Peoples Network of Malaysia (JOAS).

*Source : IWGIA, Indigenous World 2012.
Traduction de l'anglais pour le GITPA par Ana Maria Stan*

Notes et references

¹ www.malaysianbar.org.my/press_statements/press_release_government_should_utilise_suhakams_national_inquiry_results_as_a_blueprint_for_orang_asli_and_orang_asal_land_rights.html

² Photos: Proteste Temiar contre le Projet Ladang Rakyat, *page facebook de COAC* à: www.facebook.com/pages/Center-for-Orang-Asli-Concerns-COAC, vendredi, 3 juin, 2011

³ Le proteste des Orang Seletar contre Iskandar Malaysia, *page facebook de COAC* à: www.facebook.com, vendredi, 16 décembre, 2011

⁴ Orang Asli indignés par l'insulte de Negri MB, *page facebook de COAC* à: www.facebook.com, jeudi, 17 novembre, 2011

⁵ Stop Timber Corruption Demo. *Sarawak Report*: www.sarawakreport.org/demo/

⁶ <http://malaysia-today.net/mtcolumns/letterssurat/45536-canadian-tv-show-on-the-stop-timber-corruption-campaign>

⁷ <http://hornbillunleashed.wordpress.com/2011/05/27/18807/>

⁸ <http://thestar.com.my/news/story.asp?sec=nation&file=/2011/5/21/nation/8726183>

⁹ www.freemalaysiatoday.com/2011/11/23/lack-of-will-reason-for-unresolved-land-woes/

¹⁰ <http://thestar.com.my/metrostory.asp?sec=nation&file=/2010/9/5/nation/6984981>